

# PAS D'EMPLOIS SUR UNE PLANÈTE MORTE!

**L**e rapport « Pas d'emplois sur une planète morte » est un événement. Une convention citoyenne sur le climat vidée de ses propositions par le gouvernement et les assemblées, des plans de relance, nationaux ou européens, qui attribuent plus de moyens aux activités qui détruisent l'environnement qu'à celles qui lui sont favorables et sans aucune conditionnalité sociale, des solutions à la crise climatique présentées comme scientifiques et soi-disant neutres et des solutions sociales et économiques présentées comme inévitables...

Face à cela, nos organisations syndicales, environnementales et associatives ont décidé de travailler ensemble pour répondre aux enjeux de la fin du monde et de la fin du mois...

Mettre ensemble ceux et celles dont les préoccupations semblaient intrinsèquement éloignées, pour discuter, analyser, faire des propositions n'avait rien d'évident. Pourtant, la confiance, la volonté d'avancer ensemble sans nier les différences d'approches, certainement renforcées par la crise sanitaire et les réponses gouvernementales, ont pris le dessus. Le rapport a été publié : <https://plus-jamais.org/2021/05/06/pas-d-emploi-sur-une-planete-morte/>

Mais le chemin ne s'arrête pas là. Pour faire de cette publication une nouvelle étape de combats communs, il faut que chacun et chacune puisse s'en saisir, l'utiliser comme l'ont fait déjà des collectifs locaux « Plus jamais ça », faire que les militants et militantes de chacune de nos organisations se l'approprient.

À cette fin, nous présentons ici un résumé des différents chapitres du rapport pour donner l'envie à tous et toutes de le lire, le diffuser, le compléter... s'en revendiquer et en faire un support pour nos luttes comme à Grandpuits face à la multinationale Total, à la Chapelle-Darblay menacée de fermeture, à la Coop des Masques dans les Côtes-d'Armor, dans les luttes contre l'agriculture productiviste ou celles pour un logement décent.

Un résumé n'a pas la valeur ni l'intérêt du tout, de ses argumentations, ses exemples, nous renvoyons donc à la totalité du rapport tous ceux et celles qui voudront véritablement s'y inscrire. Vous trouverez la présentation des différents chapitres, chacun articulé avec la déconstruction des idées reçues, les propositions communes et les points de débat.

Ce matériel de synthèse a été réalisé par des militant·es d'Attac, à partir des écritures collectives du rapport "Pas d'emplois sur une planète morte" publié par :



## CHAPITRE 1

# EMPLOI ET ENVIRONNEMENT, UN MÊME COMBAT !

La protection de l'environnement et de la biodiversité ainsi que la lutte contre le changement climatique seraient, selon les néolibéraux, opposées à l'activité économique et donc à l'emploi... Ils justifient leur inaction par une priorité donnée à la « la défense de l'emploi ». Pourtant, les milliards d'euros d'aides injectés depuis des années dans les entreprises en vue de la défense de l'emploi n'ont pas permis de faire reculer le chômage.

## IDÉES REÇUES

### **Priorité à l'économie, la planète pourrait attendre**

La base de l'argumentation néolibérale est la mise en opposition de l'environnement et de l'emploi : conjoncture, pandémie, concurrence internationale... tout concourt à faire que rien ne change. Pourtant, les activités humaines à l'origine du changement climatique et de la dégradation de la biodiversité sont celles qui nous ont conduits à cette pandémie, aux impacts dévastateurs au plan social, économique et sanitaire. Relancer ces activités telles quelles serait la pire des choix et aboutirait à la reproduction et à l'aggravation de l'intensité de ces crises sanitaires, écologiques, sociales et économiques qui sont étroitement imbriquées. Il faut changer d'approche maintenant.

### **La transition détruirait l'emploi**

Depuis des décennies le modèle néolibéral, le productivisme et la globalisation ont entraîné la suppression ou la détérioration de millions d'emplois dans l'industrie, les services et l'agriculture et ont aggravé le changement climatique. Et aujourd'hui des multinationales utilisent l'argument de la transition pour poursuivre la même politique de restructuration, de délocalisation et destruction d'emplois.

Selon l'OIT, la dégradation de l'environnement et le réchauffement ont d'ores et déjà détruit 80 millions d'emplois dans le monde alors que la transition écologique pourrait en créer 60 millions.

### **Il ne servirait à rien d'agir à l'échelle locale ou nationale, car l'enjeu serait à l'échelle planétaire**

L'impact écologique de notre pays ne se résume pas aux émissions carbone au plan national : s'y ajoutent les émissions importées, et celles qui sont exportées ou celles qui sont financées. Les bénéfices des mesures nécessaires en France vont au-delà de la seule réduction des gaz à effets de serre. Leurs impacts positifs seront multiples : sortir de la précarité énergétique en gagnant du pouvoir d'achat, baisser les importations d'hydrocarbures, diminuer la pollution, améliorer la qualité de l'air, de la nourriture, la santé, gagner en autonomie alimentaire et en bien-être pour les agriculteur-trices, re-territorialiser les filières longues, gagner des emplois.

## NOS PROPOSITIONS

En donnant la priorité aux enjeux sociaux et environnementaux, les politiques volontaristes en rupture avec le dogme libéral actuel ne sont un frein qu'aux bénéfices des actionnaires et au maintien d'un statu quo invivable, mais pas au développement économique et à l'emploi.

### **Créer des emplois pour le climat : un choix politique**

- Créer des emplois de qualité dans les secteurs d'utilité sociale et écologique ;
- Orienter les plans de relance pour que toutes les ac-

tivités soient favorables au climat ;

- Travailler en lien avec les organisations syndicales à des plans de réorientation industrielle et professionnelle pour les secteurs qui vont être le plus impactés ;
- Orienter les aides individuelles vers les personnes socialement les plus en difficulté ;
- Aucune aide publique ne doit être versée aux entreprises qui détruisent de l'emploi et ne respectent pas les objectifs climatiques.

### **Contraindre les entreprises à réduire leurs émissions**

Il faut rendre contraignants des objectifs de réduction des gaz à effets de serre pour l'État et pour les entreprises avec un système de sanctions permettant de respecter l'accord de Paris.

Ce qui implique d'engager des ruptures et de mettre en place des politiques imposant :

- des conditionnalités sociales et environnementales aux aides publiques : pas de relance d'un modèle insoutenable ! ;
- des investissements massifs vers les secteurs de la transition ;
- la création d'emplois publics ;
- une intervention des travailleur·euses et de la société dans les projets de reconversion.

### **Inscrire la transition dans la durée pour créer des millions d'emplois de qualité**

- Créer des emplois de qualité est nécessaire dans le secteur du bâtiment (les marchés publics doivent

y contribuer ), des transports, de l'agriculture, de l'énergie, de la défense des écosystèmes... ;

- Renforcer les transports collectifs tout en favorisant les reconversions par la production de véhicules sans émissions ;
- L'intégration des enjeux écologiques dans l'agriculture et la pêche permettra d'augmenter les emplois ;
- La production d'énergies renouvelables doit être développée au plus près des territoires ;
- L'État et l'Union européenne doivent coordonner les initiatives, en organisant les filières de formation et en engageant les moyens financiers nécessaires ; les reconversions doivent concerner les filières entières jusqu'à la sous-traitance. Les travailleur·euses concerné·es doivent contribuer à l'organisation des formations nécessaires ;
- Les services publics sont des acteurs de la réduction des inégalités, de la protection en matière de santé, de l'application des normes sanitaires et des mesures pour la transition écologique, de la protection des écosystèmes. Ils doivent être renforcés ; il est possible de définir au niveau territorial avec les élu·es et les mouvements sociaux les besoins en embauches pour les services publics et les projets de développements éco-sociaux ;
- Réinvestir massivement dans l'école et former à la transition et aux nouveaux métiers. Soutenir les métiers de l'associatif, de la culture et du sport, qui construisent un autre modèle de développement et d'émancipation citoyenne ;
- Remettre en cause l'étalement des villes et la centralisation des services publics et des entreprises.

CHAPITRE 2

# LA TRANSITION SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE QUI REDONNE DU SENS AU TRAVAIL

Les grandes entreprises demeurent un espace profondément inégalitaire et antidémocratique : une petite poignée de dirigeants et les gros actionnaires sont les seuls décisionnaires sur les choix d'investissements, de productions (donc des pollutions) et ont un impact sur la vie de millions de personnes, sur leur travail, leur santé, leurs moyens d'existence et sur tous les écosystèmes et la biodiversité.

La crise sanitaire a mis en lumière l'utilité sociale et environnementale des métiers indispensables à la vie, ceux permettant de prendre soin des autres et de la nature, et a montré l'urgence de réorienter le travail. Pour définir une trajectoire de création d'emplois nécessaires à la transition selon des besoins démocratiquement débattus, et la reconversion d'emplois pour les activités amenées à décroître ou disparaître, une planification sociale et écologique avec les travailleurs et les travailleuses est nécessaire.

Par nos mobilisations et revendications, il nous faut peser sur les décisions d'investissements et d'emplois des grands groupes et du gouvernement, déterminantes pour nos vies et pour la planète.

## IDÉES REÇUES

### Les dirigeants et les actionnaires savent mieux que nous ce qu'il faut produire et comment

La seule boussole des dirigeants des grands groupes est la valorisation en bourse pour décider quoi, où et comment produire. Cette poursuite du profit à court terme rend impossible l'organisation d'une grande bifurcation productive qui s'impose pour respecter les objectifs climatiques et sociaux.

### Les emplois dans la transition seraient réservés aux jeunes

Pourtant, en cas de reconversion de l'activité, les savoir-faire acquis par les salarié-es sont précieux pour

envisager une autre issue que la perte d'emploi : ils et elles connaissent leur travail, leurs outils, leurs clients actuels et potentiels. Ils et elles ont des compétences pour repenser collectivement les finalités de la production, proposer des projets alternatifs, utiles socialement et écologiquement avec les associations de consommateurs, d'usagers, d'environnement et des collectivités soucieuses de maintenir l'emploi.

## NOS PROPOSITIONS

### Interdire les licenciements dans les entreprises qui font du profit

La distribution de dividendes doit être un des motifs d'interdiction des licenciements boursiers, du donneur d'ordre jusqu'au bout de la chaîne de sous-traitance, y compris à l'international.

### De nouveaux pouvoirs pour les salarié-es et leurs représentant-es

Intégrer les travailleur-euses dans les processus de décision permettra de peser sur les choix d'investissement et de production. De nouveaux droits doivent leur être reconnus : rétablissement d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, avec attributions élargies aux questions environnementales (CHSCT-E), droit de veto des comités sociaux et économiques sur les licenciements non justifiés par des difficultés économiques graves et immédiates, droit de veto suspensif sur les projets portant potentiellement atteinte à l'emploi, la santé ou l'environnement.

## **Partager le temps de travail et gagner en qualité de vie**

La réduction du temps de travail (32 heures hebdomadaires sans perte de salaire ni flexibilité) permet d'améliorer la qualité de vie, pour les travailleur·euses en poste comme pour les privé·es d'emploi qui en retrouvent un... Elle doit s'accompagner d'un statut protecteur (CDI), d'un encadrement plus important des CDD abusifs et d'une surcotisation des employeur·euses qui imposent un temps partiel.

## **Une hausse des rémunérations minimales et du SMIC**

L'utilité sociale et écologique doit être la boussole de la reconnaissance des métiers et des embauches correspondantes, avec une revalorisation du SMIC et des salaires minimums pour les métiers des « premier·ères de corvée », une revalorisation immédiate des salaires et des carrières des femmes et un revenu garanti de niveau décent reconnu à toute personne privée d'emploi quel que soit son âge.

## **Sécuriser les reconversions professionnelles**

Les salaires doivent être maintenus pendant la durée d'une reconversion professionnelle vers un secteur utile à la transition écologique. Le maintien des droits (ancienneté, formation, etc.) et leur transférabilité dès l'obtention du nouvel emploi sont des garanties indispensables. Le financement pourrait être assuré par une caisse de sécurité sociale professionnelle gérée démocratiquement et alimentée par toutes les exonérations de cotisations et/ou multiples aides accordées aux entreprises. L'organisation, le financement et la planification de la formation professionnelle nécessitent la création d'un service public de la formation, décliné en région.

## **Pour des pôles publics de l'énergie, des transports et de l'eau**

Pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, la création de pôles publics de l'énergie, de l'eau, des transports doit permettre la mise en ré-

seau de services publics, d'établissements publics et de structures locales à mission publique et protéger ces secteurs des logiques économiques de profit et de rentabilité. Ces pôles publics permettent la planification des activités et des budgets, leur pilotage démocratique se fait à partir d'instances intégrant les salarié·es et les pouvoirs publics et un contrôle citoyen.

## **Soutenir les expériences de gestion démocratique d'entreprises**

Pour reprendre la main sur les choix productifs et l'organisation du travail, la multiplication des expériences de gestion directe des entreprises par les travailleur·euses et les collectivités (publiques ou associatives) concernées doit être soutenue par une véritable politique publique nationale et européenne.

## **Face à la démesure : fixer un salaire et un revenu maximum**

Pour permettre à chacun·e d'avoir accès à un minimum décent, il est nécessaire de poser des limites à l'inégalité des revenus, en instaurant un plafonnement des salaires et des revenus, un écart maximum entre le plus haut salaire et le salaire minimum, rendu public et faisant l'objet d'un débat démocratique.

## **EN DÉBAT**

- Le financement de la Sécurité sociale professionnelle par la réorientation des aides publiques à l'emploi et des cotisations sociales ;
- Le revenu garanti, comme le revenu de base inconditionnel de haut niveau versé à tout·e citoyen·ne ;
- La question de la planification : sa définition dans un cadre démocratique et son déploiement dans la durée avec des gouvernements aux options politiques différentes ;
- La socialisation du capital des acteurs économiques publics ou privés et de leurs investissements, et leur remplacement par des acteurs publics ou coopératifs dans des secteurs stratégiques (eau, transport, énergie...).

## CHAPITRE 3

# POUR UNE RELOCALISATION SOLIDAIRE

L'explosion du commerce et des transports internationaux a des conséquences importantes sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat. En 2018, en France, 57 % des émissions de carbone proviennent des importations. Relocaliser une partie de la production permettrait de limiter ces conséquences et de créer des emplois.

Mais il faut sortir d'une logique compétitive, d'un protectionnisme sans solidarité et d'une hausse sans limites de la production. Une meilleure régulation des échanges internationaux doit se faire au service des coopérations internationales.

## IDÉES REÇUES

### **La mondialisation serait bénéfique aux pays pauvres**

En faisant produire les biens les plus polluants à l'autre bout de la planète et en important massivement les matières premières et les hydrocarbures, les pays riches font supporter aux pays pauvres les impacts de la production : émissions de CO<sub>2</sub>, destruction de la biodiversité et des écosystèmes, pollution liée aux matières premières, à la déforestation. Et ce sont les pays pauvres qui subissent le plus les conséquences du dérèglement climatique.

La division internationale du travail permet la domination des pays riches sur les pays pauvres, dépendants économiquement des exportations et contraints à accepter des conditions de travail et de production déplorables et une pression à la baisse des salaires et de la protection sociale.

### **On ne saurait plus produire à coût compétitif ce qui a été délocalisé**

Lorsque l'on parle "coût du travail", il faut regarder aussi la productivité qui, en France, est une des plus élevées au monde. Les salaires ne sont pas les seules dépenses à assumer pour les entreprises. Il faut prendre en compte les coûts de transports par exemple, qui augmentent de plus en plus, et les « coûts cachés » comme les problèmes d'approvisionnement et le contrôle qualité. Même si le coût de production en France est plus élevé, il existe des moyens pour le réduire : rogner sur les marges des distributeurs, se

passer des intermédiaires avec des circuits courts, etc. Le problème industriel de la France et de l'Europe n'est pas la compétitivité-coût, mais bien l'absence de politique industrielle.

### **Concevoir au Nord et produire au Sud garantirait une « mondialisation heureuse »**

Une spécialisation excessive est un danger pour notre autonomie, la crise sanitaire l'a bien montré avec des ruptures de stocks et d'approvisionnements en cascade.

Et la délocalisation dans les pays du Sud repose sur des salaires très bas, une protection sociale quasi inexistante et des normes environnementales moindres.

Face au changement climatique, s'enfermer dans la logique productiviste largement responsable de cette situation est totalement hors de propos.

Relocaliser permet de créer des emplois, de réduire notre dépendance aux matières premières, de transformer notre agriculture et notre production d'énergie. Cela réduira notre impact global sur le climat, nos émissions importées, mais aussi les impacts pour les populations locales et les conflits.

## NOS PROPOSITIONS

### **Stopper la dérégulation du commerce international et les traités de libre-échange**

L'arrêt des négociations des accords de libre-échange,

notamment ceux en cours (CETA, Mercosur...) est impératif ainsi que l'abrogation de ceux déjà en vigueur. Supprimer les tribunaux d'arbitrage mis en place par ces accords : ils soumettent les États à une justice privée à la solde des multinationales qui tentent ainsi de bloquer des mesures d'intérêt général dans le domaine social, environnemental ou de la santé.

### **Se donner des règles ambitieuses en matière environnementale**

Il est nécessaire de renforcer des règles strictes sur les plans sanitaire, écologique et social afin de réduire les impacts environnementaux et sociaux de la production et de respecter les objectifs internationaux sur le climat, la biodiversité et les droits humains : le devoir de vigilance pour les multinationales donneuses d'ordres doit être respecté et étendu à l'international. Un prix de vente minimum fixé contre la concurrence déloyale permettrait un rééquilibrage de la distorsion de concurrence ainsi qu'un accompagnement social des pays du Sud et de leurs travailleur·euses. Le moins-disant social et environnemental ne doit plus être un avantage comparatif pour choisir la localisation de la production.

### **Coopération mondiale et partage des connaissances**

Toute compétition doit être refusée dans les secteurs stratégiques. Ainsi, pour garantir l'autonomie de la France sur le plan sanitaire, il faut créer un pôle public du médicament. La division internationale du travail déséquilibre le commerce international. Assurer une coopération mondiale, réaliser des transferts de technologie et mettre fin à la dépendance des pays du Sud en leur garantissant l'émancipation vis-à-vis des capitaux occidentaux permettra un meilleur partage de la valeur ajoutée au niveau mondial et un contrôle de la chaîne de valeur, des matières premières jusqu'aux produits finis.

### **Produire en fonction des besoins réels**

La relocalisation et la réindustrialisation doivent permettre de satisfaire les besoins au plus proche de là

où ils s'expriment. L'Etat doit avoir un rôle de planificateur et d'aménageur : investir à la fois dans la recherche et développement des technologies propres, le développement du tissu industriel, des services publics et des transports plus propres comme le réseau ferroviaire.

### **Mettre l'argent public au service de la coopération entre territoires**

Les collectivités locales cherchent à attirer les entreprises par des baisses fiscales et des subventions. La planification doit au contraire renforcer la coopération entre les territoires et coordonner la politique industrielle. Les leviers d'action existent : les commandes publiques, les appels d'offres avec des critères sociaux et environnementaux sur la production et l'usage.

### **Favoriser la prise de conscience des consommateur·trices**

Les entreprises commencent à se saisir du « made in France » comme argument marketing. Il faut être prudent vis-à-vis de cette appellation mal régulée (certains produits ne sont qu'en partie assemblés en France) et qui ne suffit pas pour prendre en compte des transports inutiles, les nombreux intermédiaires, les conditions de travail... L'information des consommateur·trices doit aller bien au-delà de ce label : traçabilité, impact carbone, respect des conditions sociales de fabrication, et ainsi peser sur les choix des consommateur·trices.

## **EN DÉBAT**

- Quels transferts de technologies ?
- Quelles institutions seront chargées de fixer les normes ?
- Comment taxer les produits ? Taxe aux frontières ou taxe kilométrique ?

## CHAPITRE 4

# TECHNO-SCIENCE SANS CONSCIENCE NE SAUVERA PAS LA PLANÈTE!

Selon le discours dominant qui identifie la technologie au progrès, les futurs sauts technologiques vont résoudre tous nos problèmes. Une rupture structurelle vers une économie de la sobriété serait archaïque et s'opposerait aux progrès technologiques qui seuls permettraient une économie propice à la création de richesses donc à la création d'emplois, tout en sauvant la planète. Or le constat est tout autre : la technologie au service du productivisme ne fonctionne pas pour diminuer la pauvreté et la précarité et participe aux dérèglements planétaires (climat, biodiversité, épidémies...).

Il est nécessaire de ramener les choix technologiques à l'utilité de leur usage : quelles améliorations pour la santé, les conditions de travail et de vie, l'équilibre écologique et le bien-être social ?

Ces choix ne doivent plus dépendre du retour sur investissement pour les actionnaires, mais de débats démocratiques, y compris au sein des entreprises.

## IDÉES REÇUES

### **La technologie seule pourrait sauver la planète et l'emploi**

Pour lutter contre l'augmentation des gaz à effets de serre, la réponse serait dans la technologie, sans changer de modèle de production ni de modèle énergétique et sans remettre en cause le modèle de croissance qui engendre des besoins artificiels. Ainsi on pourrait supprimer les émissions liées aux transports en passant simplement de la voiture thermique à la voiture électrique ou de l'avion au kérosène à l'avion à hydrogène, sans changer les mobilités et les pratiques.

Le capitalisme utilise le progrès technique « économe en énergie » pour donner une nouvelle impulsion à la croissance et à la surconsommation (développement des voitures SUV, de la 5G, des data centers...).

Les prétendues solutions - capture et séquestration du carbone, compensation en plantant des arbres, hydrogène bleu ou vert, géo-ingénierie - détournent

les efforts de la recherche pour une économie de la sobriété et les investissements publics et privés nécessaires à la transition énergétique, donc elles les retardent.

### **Les nouvelles technologies seraient indispensables pour améliorer notre qualité de vie**

Si le progrès et la croissance économique ont amélioré la qualité et durée de vie dans le passé (au prix d'un pillage colonialiste des pays du Sud), il est de plus en plus douteux que ce soit le cas : le bien-être social stagne dans les pays riches depuis les années 70 alors que « les dégâts du progrès » augmentent (maladies liées à l'environnement, pollution, canicules, pandémies, diminution des emplois). Et le modèle de croissance actuel privilégie la demande de consumérisme des ménages aisés et ne répond pas aux besoins des catégories populaires (logement, santé, éducation, alimentation saine, culture) car « non rentables ».



## **Il n'y aurait pas d'emploi sans croissance, et pas de croissance sans innovation**

On nous prédit, grâce à l'innovation, une révolution numérique, un big bang de l'économie digitale, de la robotisation, qui accéléreraient la croissance avec des gains de productivité. Mais il y a peu à attendre de ces innovations du côté de la création d'emplois ! Les plateformes comme Amazon détruisent deux fois plus d'emplois dans le commerce de proximité qu'elles n'en créent.

Le développement d'un système technologique dans l'agriculture pollue, accapare le vivant et les semences, entraîne une baisse de la fertilité des sols et de la biodiversité et la disparition de paysan·nes. L'économie digitale a le même impact dans le commerce.

### **NOS PROPOSITIONS**

Démocratiser les choix technologiques, les piloter de façon coopérative en fonction des besoins sociaux des populations et des nécessités écologiques, et partager largement leurs avancées.

#### **Dans les entreprises : des droits nouveaux sur les choix technologiques**

Selon la manière dont elles sont décidées et implantées, des technologies peuvent contrôler et dégrader le travail, ou au contraire favoriser l'intelligence collective et l'autonomie : prendre en compte le savoir de ceux et celles qui travaillent est décisif pour ces choix. Les représentant·es du personnel, en lien avec les parties prenantes concernées, doivent disposer d'un droit de veto via les CSE sur les choix technologiques de production allant de l'extraction des matières premières à la fin de vie du matériel.

#### **Renforcer la démocratie pour les politiques publiques de recherche et d'innovation**

Les technologies, y compris celles qui se présentent comme « vertes », ont des impacts : environnement, répartition des richesses, implication citoyenne. Les choix technologiques permettent-ils des gains d'autonomie et de responsabilité des usager·es ou, à l'inverse, provoquent-ils une dépendance accrue pour le profit de quelques-uns ? De même pour les transferts vers les pays du Sud.

La démocratie technologique doit être participative et décisionnelle : mieux faire s'exprimer les besoins de la société civile organisée et des pouvoirs publics auxquels peuvent répondre les scientifiques, et définir plus démocratiquement les priorités dans les financements publics de la recherche.

Il faut garantir l'indépendance de la recherche fondamentale en mettant fin à la pénétration des intérêts économiques au cœur de la recherche, cesser la course au financement sur projets en concurrence, au profit d'un financement public stable dans le cadre d'une coopération nationale et internationale transparente, et recourir à l'emploi sous statut public.

Un dialogue renforcé entre les chercheur·euses et la société doit permettre de les responsabiliser sur les impacts potentiels des recherches.

### **Développer les communs de la connaissance, pour une mutualisation des savoirs et des brevets**

La coopération et le progrès ont été longtemps les moteurs essentiels de la recherche avant que le néolibéralisme n'impose l'idée du pilotage par le profit : par exemple les vaccins Covid, mis au point dans un temps record grâce à l'injection massive de fonds publics mais aujourd'hui prisonniers de brevets déposés par des laboratoires privés, ou encore internet, au départ espace libre d'échanges et d'accès à la connaissance et désormais confisqué par les Gafam, témoignent de cette dérive. La coopération internationale en matière d'innovation technique, dans le domaine de la santé, du numérique, de l'alimentation, de l'énergie doit devenir la norme avec mutualisation des savoirs et brevets et l'interdiction de breveter le vivant et les ressources génétiques.

### **EN DÉBAT**

- Les questions de croissance /décroissance ;
- La pertinence de certains domaines de recherche (géo-ingénierie, biotechnologie) ;
- Les dispositions institutionnelles qui permettraient le mieux de placer la science et la technique au service d'une transition écologique et solidaire ;
- La question de l'énergie nucléaire ;
- Le rôle des nouvelles formes de consultation, comme les conventions citoyennes, dans la définition des priorités de financement ou d'applications éventuelles des résultats de la recherche.

**SAUVER LE CLIMAT, GAGNER DES DROITS, CRÉER DES EMPLOIS**

<https://plus-jamais.org/2021/05/06/pas-d-emploi-sur-une-planete-morte/>

CHAPITRE 5

# FINANCER LA RUPTURE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE, UN CHOIX POLITIQUE

Nous n'avons pas les moyens de créer des millions d'emplois et de financer la bifurcation écologique ? Mais combien coûte l'inaction face au changement climatique ? Combien coûtent les aides aux entreprises sans effet sur l'emploi ? Les exonérations fiscales et sociales mal ciblées et inconditionnelles, l'insuffisance des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs énergétiques et climatiques français, ou l'argent de la PAC qui provoque surtout la disparition de l'emploi paysan ?

Le financement de la transition ne se fera ni par des mesures de compensation carbone par le marché, ni par un capitalisme vert prôné par les acteurs les plus polluants.

Ce ne sont pas les ressources financières qui manquent, mais la volonté politique de mettre en œuvre des mesures pour une fiscalité plus juste, réduisant les inégalités et permettant de bâtir l'état social écologique de demain.

## IDÉES REÇUES

### **Il y aurait trop de dépenses publiques**

Les dépenses publiques, contreparties des prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales), permettent de financer les prestations et la sécurité sociale, les retraites, ainsi que les missions de service public comme l'éducation ou la santé. Or ce financement peut être principalement public (en France) ou privé (aux Etats-Unis). Privilégier la dépense publique plutôt que la dépense privée est un choix de société, qui permet l'accès de toutes et tous aux mêmes droits.

### **Il y aurait trop d'impôts et de charges dans ce pays**

Les écarts de niveau des prélèvements obligatoires entre pays reflètent les différences de mode de gestion de la protection sociale et des services publics. Quand les prélèvements sont faibles, il faut cotiser à

des assurances privées pour la santé, ou à des fonds de pension pour la retraite, payer pour l'éducation, etc. Ce sont des prélèvements privés, non obligatoires, sources d'inégalités, puisque ne peuvent y avoir recours que les personnes qui en ont les moyens.

Dans ce cas, une partie de la protection sociale et des services publics est transférée au secteur privé. Les frais de gestion sont plus élevés dans le privé et les bénéficiaires doivent alimenter les actionnaires.

### **Nous sommes trop endetté-es ?**

La dette publique est-elle trop élevée ? Non car :

- elle permet des investissements publics à long terme, des écoles, des hôpitaux, des infrastructures, au service de l'intérêt général et des générations futures ;
- elle est soutenable car les taux d'intérêt sont faibles ou négatifs, ainsi la charge d'intérêt baisse ;
- elle a des causes illégitimes: coût de l'évasion fiscale, baisse des impôts des plus riches.

De plus, la dette publique est différente d'une dette privée : l'État a un horizon infini pour la rembourser car il peut lever l'impôt, faire appel à la création monétaire. La monnaie est une institution sociale et politique qui doit être au service de l'intérêt général, créée pour financer les politiques publiques de santé, d'éducation, de transformation sociale et écologique.

## **NOS PROPOSITIONS**

### **Mettre en place une fiscalité progressive**

L'impôt doit être "également réparti entre les citoyens, selon leurs facultés" (Déclaration des droits de l'Homme). Il faut :

#### **Renforcer la progressivité globale de l'impôt :**

Rénover l'ISF sur les actifs immobiliers, mobiliers et financiers ; rétablir la progressivité de l'imposition sur les revenus du capital en supprimant la flat tax ; augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu en créant de nouvelles tranches avec des taux plus élevés.

#### **Taxer les entreprises selon leurs capacités :**

Instaurer une taxe exceptionnelle sur les profits des multinationales liés à la pandémie ; en finir avec les écarts d'imposition entre PME et grandes entreprises ; mettre fin à la baisse de l'impôt sur les sociétés, qui profite surtout aux actionnaires car ils reçoivent plus de dividendes (et aller plus loin que l'instauration d'un taux d'impôt minimal mondial sur les sociétés de 15% discutée au G7).

### **Taxer les transactions financières : une urgence !**

Afin de combattre la spéculation et d'orienter la finance vers de réels investissements.

### **Lutter contre l'évasion fiscale**

La concurrence fiscale entre les États profite aux multinationales et aux actionnaires, au détriment des finances publiques devenues insuffisantes pour lutter contre les inégalités. Les multinationales et les plus riches échappent à l'impôt. Il est nécessaire :

- d'adapter la fiscalité à la numérisation de l'économie,
- d'augmenter les moyens des administrations fiscales, douanières et judiciaires.
- d'instaurer une taxation unitaire des multinationales, ce qui les empêcherait de délocaliser leurs profits dans les paradis fiscaux.

### **Supprimer les niches fiscales inutiles**

Les niches fiscales ne sont pas toutes pertinentes. Il faut supprimer celles qui maltraitent la planète et la

population et aggravent l'injustice fiscale, comme les exonérations

- sur les énergies fossiles, ce qui avantage les secteurs polluants ;

- sur l'électricité, qui subventionnent les plus gros consommateurs au détriment de la sobriété ;

- sur la taxe carbone dont bénéficient les grandes entreprises.

Il faut réformer la fiscalité agricole qui favorise le surinvestissement et provoque destruction d'emplois, réchauffement de la planète et industrialisation de l'agriculture.

**L'ensemble de ces mesures pourraient dégager de 35 à 40 milliards d'euros par an**

### **Les recettes sociales : pour un autre partage de la valeur ajoutée**

La part du travail dans la valeur ajoutée est à un niveau historiquement bas. Elle est essentiellement la conséquence de la hausse des profits des entreprises, liée à la maximisation de la valeur actionnariale. En effet, les entreprises cotées se financent de plus en plus sur les marchés financiers, et la part des investisseurs institutionnels (Fonds de pension, assurances...) dans leur capital s'accroît. Or ces investisseurs exigent d'accroître les dividendes distribués et les plus-values sur la revente des titres. Réduire la distribution de dividendes permettrait d'améliorer le partage de la valeur ajoutée et de réduire les inégalités.

Pour inverser la tendance, il faudrait augmenter les salaires réels et les cotisations sociales, ce qui permettrait une augmentation des recettes fiscales (impôts sur le revenu et sur la consommation) et sociales (par les cotisations), ainsi qu'un rééquilibrage du partage des richesses.

## **EN DÉBAT**

- Place de la CSG dans les prélèvements sociaux des ménages
- Élargissement de l'assiette des cotisations patronales à la valeur ajoutée
- Encadrement de la part des bénéfices reversés aux actionnaires : reverser les bénéfices non distribués à un fond d'entreprises finançant la transition sociale et écologique de l'entreprise.
- Fiscalité écologique.

**SAUVER LE CLIMAT, GAGNER DES DROITS, CRÉER DES EMPLOIS**

<https://plus-jamais.org/2021/05/06/pas-d-emploi-sur-une-planete-morte/>